



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Pôle Élevages Est

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 24/09/2024

**Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 18/09/2024**

Contexte et constats

Publié sur



EARL de Beauchien

23, hameau de Beauchien
77320 JOUY-SUR-MORIN

Références : E-PEE/MAz/2420 83

Code AIOT : 0006521151

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2024 dans l'établissement d'élevage de vaches laitières de l'EARL de Beauchien, hameau de Beauchien à Jouy-sur-Morin (77). L'inspection a été annoncée le 12/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à une recrudescence d'incendies dans les élevages relevant du régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ces dernières années, la Direction Générale de la Prévention des Risques du Ministère en charge de l'Écologie a lancé, en 2024, une action nationale, visant à sensibiliser les éleveurs face à ce risque particulier. L'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans ce cadre et les points de contrôle abordés portent exclusivement sur les dispositions réglementaires et les actions mises en œuvre pour prévenir le risque d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL de Beauchien
- 23, hameau de Beauchien à Jouy-sur-Morin (77320)
- Code AIOT : 0006521151
- Rubrique n° 2101-2-c « Vaches laitières » - Déclaration
- Statut Seveso : Non
- Statut IED : Non

L'EARL DE BEAUCHIEN exploite un élevage familial de vaches laitières à JOUY-SUR-MORIN (77). L'entreprise agricole a été créée en 1979, reprenant un élevage bovin déjà présent depuis plusieurs décennies. L'établissement a fait l'objet d'une augmentation limitée de son cheptel, qui l'a néanmoins amené à entrer dans le régime de la déclaration de la rubrique ICPE n° 2101. Il détient à ce jour 70 vaches laitières en production.

Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale n° 2.4 : Prévention des incendies en élevage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.7 (Annexe I)	Demande d'action corrective	3 mois
4	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.8 (Annexe I)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.5 (Annexe I)	Sans objet
2	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.6 (Annexe I)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des points d'amélioration ont été identifiés avec l'exploitant, qui s'est engagés à les mettre en oeuvre, afin de diminuer le risque d'incendie dans son élevage bovin.

2-4) Fiches de constats

POINT DE CONTRÔLE N° 1 : Accès véhicules à l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.5 (Annexe I)
Thème(s) : Élevage, risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.
Constats : L'exploitation dispose de deux voies d'accès engins, sur chacun des côtés opposés des bâtiments d'élevage.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 2 : Stockage et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.6 (Annexe I)
Thème(s) : Élevage, risque incendie
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Ces dispositions sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.7 (Annexe I)

Thème(s) : Élevage, risque incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : "Ne pas se servir sur flamme gaz" ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif "dioxyde de carbone" de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112,

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après accord écrit des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être décrits dans le dossier de déclaration de l'installation.

Objet du contrôle périodique :

Le contrôleur s'assure de :

- la présence et l'affichage des consignes de sécurité à proximité du téléphone urbain (dans la mesure où il existe) ou près de l'entrée du bâtiment ;
- la présence et la validité des extincteurs sur l'exploitation. La présence d'un contrat écrit en cours de validité avec un organisme de contrôle vaut conformité de la validité des extincteurs.
- la présence de vannes de barrage ou de coupure correctement identifiées à l'entrée des bâtiments. Est considéré comme vanne de barrage ou de coupure tout système de coupure centralisée de l'électricité et du gaz le cas échéant.

Ces points de contrôle sont susceptibles de faire l'objet d'une validation documentaire si un rapport de contrôle (1) ou d'audit (2) de moins de deux ans mentionne sa conformité.

L'absence des extincteurs ou des vannes de barrage est susceptible de donner lieu à une non-conformité majeure.

Constats :

L'établissement est desservi par une réserve incendie municipale, située à proximité des bâtiments d'élevage.

L'exploitant dispose de deux extincteurs, qui sont régulièrement entretenus. L'ajout d'un troisième extincteur, destiné aux feux d'origine électrique, permettrait de limiter l'impact d'un départ de feu dans un tableau électrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant augmenterait le niveau de sécurité de ses installations électriques, en installant un extincteur spécifique aux feux électriques, à proximité des tableaux électriques, qui sont regroupées dans le local du tank à lait.

Observations :

Dans un courriel du 23 septembre 2024, l'exploitant indique que tout sera mis en œuvre pour répondre favorablement aux différents travaux. Ils seront commencés dès que possible. L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la réalisation des opérations demandées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

POINT DE CONTRÔLE N° 4 : Installations électriques et techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.8 (Annexe I)

Thème(s) : Élevage, risque incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fuel) sont entretenues en bon état et régulièrement vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les justificatifs des vérifications périodiques de ces matériels et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenues à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Objet du contrôle périodique :

Le contrôleur s'assure que l'exploitant a mis en œuvre tous les moyens pour que ses installations électriques et techniques soient contrôlées (tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés).

Les justificatifs de la réalisation des travaux sont présents le cas échéant.

Constats :

Les installations électriques les plus récentes ne présentent pas de signe de dégradation.

A l'inverse, les tableaux électriques les plus anciens, situés dans le local du tank à lait, présentent des fragilités et des traces de surchauffe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant assurerait une meilleure sécurité de ses installations électriques en faisant vérifier par un professionnel les tableaux et équipements électriques les plus anciens, notamment lorsqu'ils présentent des marques d'altération.

Observations :

Dans un courriel du 23 septembre 2024, l'exploitant indique que tout sera mis en œuvre pour répondre favorablement aux différents travaux. Ils seront commencés dès que possible. L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la réalisation des opérations demandées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois